

« Pour la Russie, la situation actuelle est dans la continuité de la guerre froide »

L'accusation de « tueur » lancée par le président américain à l'encontre de son homologue russe annonce des relations tendues entre les Etats-Unis et la Russie sous le mandat du dirigeant démocrate. Pour la professeure à Sorbonne Université (Paris) Laurence Saint-Gilles (1), Joe Biden a fait l'économie d'un rapprochement voué à l'échec.

Entretiens : Gérald Papy

L'offensive de Joe Biden contre la Russie s'inscrit-elle comme un prolongement de la politique de Barack Obama ?

Elle semble bien s'inscrire dans la continuité de la seconde présidence de Barack Obama. Sous son premier mandat, il avait d'abord tenté une politique de redémarrage des relations russo-américaines qui n'avait donné que de maigres résultats. La réélection de Vladimir Poutine en 2012 avait mis un terme à cette courte détente parce que ce dernier avait fondé sa campagne électorale sur un anti-américanisme virulent. En tant que vice-président, Joe Biden a assisté au naufrage de ce « reset ». Sous le second mandat d'Obama, les relations sont entrées dans une phase de turbulences sévères après le vote de la loi Magnitski par le Congrès américain (NDLR : imposition de sanctions contre les fonctionnaires russes impliqués dans la mort de cet avocat, pourfendeur de la corruption), l'annexion de la Crimée, la guerre dans le Donbass et le crash de l'avion de la Malaysia Airlines au-dessus de l'Ukraine. En août 2015, le Pentagone a même érigé la Russie en menace n°1 pour la sécurité des Etats-Unis, devant la Chine et l'Etat islamique. Les relations russo-américaines ont vraiment atteint, à ce moment-là, un degré de tensions inédit depuis la fin de la guerre froide. Donc la nouvelle administration Biden, contrairement à celle d'Obama, peut faire l'économie d'une tentative de rapprochement avec la Russie qu'elle sait, par expérience, vouée à l'échec. Cela explique cette attitude très offensive, décomplexée, du président actuel à l'égard de la Russie. Joe Biden a d'emblée voulu montrer qu'il ne se laissera pas intimider par Vladimir Poutine.



DR
Laurence Saint-Gilles, professeure agrégée d'histoire à la faculté des Lettres de Sorbonne Université à Paris.

Le concept de guerre froide est-il approprié à la situation actuelle ?

On retrouve beaucoup d'analogies avec la période de la guerre froide : les protagonistes, la relation triangulaire entre Washington, Moscou et Pékin – même si la hiérarchie n'est plus la même –, l'axe est-ouest, la course aux armements, la rivalité dans la conquête de l'espace, le grand retour des espions et des opérations spéciales... Malgré les similitudes, de nombreux observateurs contestent cette référence sous prétexte que la guerre froide n'était pas seulement un conflit est-ouest mais aussi une confrontation dans le cadre d'un système international bipolaire. Aujourd'hui, le système des blocs a disparu, le monde est devenu multipolaire et les Etats sont plus interdépendants. Un autre élément de différenciation avancé est la dimension idéologique de la guerre froide qui procurait un caractère radical alors qu'aujourd'hui, il s'agirait, selon la formule de l'éditorialiste du *New York Times* Tom Friedman, d'une « guerre froide en moins drôle ». La Russie n'aurait plus de grande idéologie à exporter et les doctrines eurasiatiques seraient loin d'exercer le même attrait que le communisme. Mais selon que l'on se place du côté américain ou russe, la vision est très différente. Pour les Etats-Unis, la guerre froide est un conflit révolu. Pour la Russie, la situation actuelle s'inscrit dans sa continuité. Ses dirigeants n'admettent pas l'avoir perdue, tout au plus concèdent-ils avoir perdu une bataille. Et, pour eux, l'heure de la revanche est venue. A leurs yeux, la dimension idéologique est encore présente. La détestation des valeurs occidentales et du libéralisme reste intacte. Le grand dessein de la Russie est de subvertir l'ordre

« Les Russes sont soupçonnés d'avoir infiltré les systèmes de l'Agence européenne des médicaments pour avoir accès à des données sur l'achat de vaccins. »

international multilatéral quelle juge incompatible avec ses propres intérêts pour essayer de restaurer un système fait de zones d'influence et pour en finir avec les valeurs libérales qui sous-tendent l'organisation du monde post-guerre froide. Les révolutions de couleur, les manifestations qui ont eu lieu au Bélarus l'été passé ou celles en soutien à Alexeï Navalny ces dernières semaines ne sont pas, pour Moscou, l'expression d'une volonté populaire mais des mesures actives qui visent à renverser le régime russe.

Quelles pourraient être les conséquences de ces tensions sur les relations entre l'Union européenne et la Russie ?

Les Européens sont sur la même ligne que Joe Biden, même s'ils n'utilisent pas un langage aussi martial. L'enquête conduite par les Allemands après l'empoisonnement de Navalny a démontré la responsabilité des services russes ...



BELGA IMAGE

... et les Européens estiment qu'en tant que président de la fédération de Russie, Vladimir Poutine a la responsabilité des actions qui sont menées par ses services. L'Europe elle-même est assaillie de tentatives de déstabilisation par le biais de cyberattaques, de campagnes de désinformation ou d'interférences dans les élections. Une dernière opération très récente concernerait l'Agence européenne des médicaments. Les Russes sont soupçonnés d'avoir infiltré les systèmes de l'agence pour avoir accès à des données confidentielles sur l'achat de vaccins. Collectivement, les pays européens présentent un front uni face à Moscou. Mais au niveau des relations bilatérales, les choses sont beaucoup plus nuancées. La dégradation des relations russo-américaines pourrait affecter en particulier deux dossiers, celui du gazoduc Nord Stream II dans lequel Joe Biden voit un projet géopolitique qui vise à diviser l'Europe et une menace pour sa sécurité énergétique. Le Congrès américain pourrait durcir les sanctions adoptées en 2019 contre les entreprises qui y participeraient. L'autre dossier sensible susceptible d'affecter la politique de l'Union européenne est l'Ukraine, sans doute le principal sujet d'affrontement en Europe entre les Etats-Unis et la Russie. Le ministre des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov, a annoncé à l'automne dernier que la politique étrangère de la Russie allait



passer d'une stratégie défensive à une stratégie offensive. Et une des priorités serait l'installation à Kiev d'un gouvernement prorusse. **V**

(1) Auteure de *Les Etats-Unis et la nouvelle guerre froide*, Sorbonne Université Presses, 2019, 246 p.



Aude Merlin, chargée de cours en sciences politiques à l'ULB.

« Nombre de dossiers peuvent conduire la Russie et les Etats-Unis à coopérer »

Pour la politologue de l'ULB Aude Merlin, malgré les tensions actuelles, les relations entre les deux puissances ne sont pas irrémédiablement hypothéquées.

Des éléments objectifs justifient-ils le mécontentement des Etats-Unis à l'égard de la Russie ?

L'empoisonnement d'Alexei Navalny est une réalité établie par plusieurs laboratoires européens, tout comme son arrestation à son retour à Moscou puis sa condamnation. C'est une des sources de consternation à Washington. Concernant l'ingérence dans la campagne présidentielle de 2020, elle est alléguée dans un rapport produit par les autorités américaines. Mais il est sans doute plus difficile de l'objectiver à ce stade. Il faudra attendre les résultats d'enquêtes approfondies. Vu la tension autour de l'élection de Joe Biden et les incertitudes sur le décompte des votes, la question d'une éventuelle ingérence russe est particulièrement sensible, dans un contexte où la position critique de

Joe Biden envers la Russie était clairement annoncée.

La tension avec les Etats-Unis peut-elle déstabiliser Vladimir Poutine ?

Je ne pense pas. La dégradation des relations entre la Russie et les Etats-Unis ne date pas de l'arrivée de Joe Biden à la Maison-Blanche. Quand on examine le mandat de Donald Trump, force est de constater que la politique des Etats-Unis n'a pas été particulièrement favorable à Vladimir Poutine (maintien et prolongation des sanctions, autorisation de livraison de missiles à l'Ukraine) et que le pouvoir russe n'en a pas été particulièrement ébranlé. Certains types de sanctions sont plus fragilisants que d'autres, notamment celles à l'encontre d'oligarques ou celles concernant les transferts de technologie

dans le domaine de l'énergie. Mais on sait leur dimension ambivalente sur les plans symbolique et politique. Dans un contexte de régime autoritaire et de forte mobilisation patriotique, le discours de forteresse assiégée ou l'identification de menaces extérieures peuvent conduire au rassemblement d'une grande partie de la nation autour de son président. On le voit, à court terme, la stagnation économique n'est pas un facteur de fragilisation du pouvoir russe dont les fondements sont globalement stables. En outre, le traité New Start de désarmement nucléaire a été pro-

Poutine en le regardant dans les yeux, ou de l'époque du « reset » entre Dmitri Medvedev et Barack Obama. Cela dit, de nombreux dossiers internationaux peuvent conduire la Russie et les Etats-Unis à coopérer, même dans des conditions de relations bilatérales très « fraîches ».

Quelles pourraient être les conséquences pour l'Europe des tensions américano-russes ?

L'Europe a du mal à trouver sa place dans les relations avec la Russie, comme on l'a vu lors de la désastreuse visite à Moscou du

« La dégradation des relations entre la Russie et les Etats-Unis ne date pas de l'arrivée de Joe Biden à la Maison-Blanche. »

longé pour cinq ans dès l'arrivée de Biden au pouvoir, ce qui montre aussi une poursuite du dialogue sur certains sujets.

Malgré un contexte différent de celui de la « guerre froide », une « glaciation » des relations américano-russes se profile-t-elle de façon durable ?

Il est bien sûr difficile de faire des prévisions. On sait dans l'histoire récente à quel point certains événements peuvent modifier la nature de relations entre différents acteurs. Le 11-Septembre avait par exemple conduit à un rapprochement entre la Russie et les Etats-Unis. C'est sûr qu'on est loin du temps où George Bush voyait l'âme de Vladimir

Haut Représentant de l'Union européenne pour les affaires étrangères et la politique de sécurité, Josep Borrell. Elle est elle-même fragilisée par plusieurs dynamiques internes. En outre, le discours russe polarise et stigmatise le projet européen à travers la critique ou l'amplification de certains sujets : la question LGBT et plus largement celle d'une « ligne civilisationnelle », le dossier des migrations, la revendication d'une « démocratie souveraine » russe. On pourrait imaginer jusqu'à un certain point que des tensions russo-américaines pourraient favoriser une reprise du dialogue entre l'UE et la Russie, mais la dégradation est bien avancée. Il faudra du temps. **V**

« Nous voyons toujours en l'autre nos propres caractéristiques. »

Le 18 mars, le président russe Vladimir Poutine a ironisé sur les propos de son homologue américain Joe Biden qui, la veille, avait répondu affirmativement à la question d'un journaliste lui demandant si le chef du Kremlin était un tueur.

« Les déclarations de M. Biden ne siéent pas à un chef d'Etat. Ce ne sont pas des déclarations acceptables. »

Le président turc Recep Tayyip Erdogan, qui en connaît un bout sur les convenances à l'égard des chefs d'Etat étrangers, a volé au secours de son ami Vladimir Poutine le 19 mars après la remarque de Joe Biden.

« Vladimir Poutine s'ingère dans nos affaires non pas avec des mots mais avec de l'argent, avec un soutien ouvert et un soutien couvert. »

L'eurodéputé français Place publique - Parti socialiste Raphaël Glucksmann a dénoncé, dans l'émission *C à vous*, le gouffre entre les méthodes du président russe à l'égard des Européens et « la peur des mots » qui les habite quand ceux-ci s'adressent à lui.